

Les dangers d'un consensus sur la persistance de tensions sur les marchés agricoles

Ces dernières semaines, plusieurs articles évoquent les tensions possibles à venir sur les marchés des céréales et leurs conséquences en termes de sécurité alimentaire. S'ils mettent bien en garde contre de réels dangers, ils semblent trop unanimes sur les évolutions à attendre des marchés agricoles, alors que le passé récent nous a montré à quel point la prévision était un art difficile. En outre, la crise financière et économique actuelle ne permet pas d'écarter un scénario de spirale déflationniste. Au-delà de ses effets auto-réalisateurs à l'origine de bulles spéculatives, ce consensus médiatique peut se révéler dangereux si les politiques agricoles et de développement mises en place pour répondre à la malnutrition ne se basent que sur ce futur possible.

Sources :

1. *Le Monde*, La repousse du blé, 17 janvier 2009
2. *Le Monde Économie*, An II de la crise alimentaire, P. Chalmin, 13 janvier 2009
3. *La Tribune*, Les craintes sur la récolte 2009 de soja favorisent le maïs et le blé, 13 janvier 2009
4. *La Croix*, Au Sud, la faim gagne du terrain, 13 janvier 2009
5. *La Tribune*, Chronique des marchés, gare aux rendements de céréales, 2008
6. *Les Échos*, Production céréalière 2008-2009 record, 22 décembre 2008

Après avoir atteint des sommets en 2008, les prix agricoles sont revenus à leur niveau d'avant la crise. Les volumes de production exceptionnels en 2008-2009, le reflux des fonds spéculatifs ou la crise financière et économique sont proposés comme autant d'explications à ce repli.

Cette sélection d'articles **alarme, de façon unanime, sur les risques de nouvelles tensions**, en échos au léger rebond des prix du soja, du maïs et du blé observé sur les marchés depuis janvier (art. 3). Diverses explications en sont données :

- **Conjoncture climatique** : les mauvaises récoltes de soja annoncées au Brésil et en Argentine pour cause de sécheresse (art. 3), les peurs de gel aux États-Unis (art. 5) et l'incertitude grandissante des conditions climatiques liées au réchauffement de la planète (art. 5).

- **Recul des surfaces cultivées prévu en 2009**, par exemple en maïs et en blé aux États-Unis (art. 1, 3 et 5) consécutif à une baisse des prix en ciseaux avec des coûts de production encore élevés (l'art. 5 cite notamment le cas de la potasse).

- **Recul des rendements attendus** en raison notamment d'une moindre fertilisation des sols, surtout dans les pays émergents et en développement, suite à des prix toujours élevés des engrais (l'art. 5 fait état d'un recul du taux d'utilisation des engrais de 30 %).

- **Des stocks qui restent à des niveaux historiquement bas** (art. 3), même s'ils ont été restaurés depuis début 2008, avec une consommation qui devrait continuer de croître (art. 6).

- **Un retour des fonds spéculatifs** à l'achat sur le secteur qui pourrait démultiplier ces effets (art. 1 et 3).

- **Des risques inflationnistes** dûs aux politiques suivies en réponse à la crise, inflation qui pourrait entraîner celle des prix agricoles (art. 1).

Se basant sur ces appréciations des évolutions à venir, les articles 2, 4 et 6 mettent en garde contre **les risques de nouvelles crises alimentaires**, d'autant plus dramatiques qu'elles interviendraient dans un contexte d'insécurité alimentaire accrue par le dernier épisode de hausse des prix. De surcroît, **la crise financière et économique actuelle**, en limitant les ressources budgétaires de ces pays fortement dépendants des exportations de matières premières non agricoles et en affectant **les capacités de l'aide au développement** de la communauté internationale, risquerait d'aggraver la situation. Enfin, les articles rappellent qu'au-delà des signaux conjoncturels des émeutes, les problèmes de sous-alimentation existent quel que soit le niveau de prix (art. 4 et 2).

Commentaires

Ces articles présentent l'intérêt de souligner certains impacts de la volatilité des prix et des problèmes de transmission de prix :

- **L'effet « ciseaux des prix »** qui se manifeste quand un producteur, qui a établi ses choix de production en fonction des rapports entre les prix des produits et ceux des intrants, se retrouve confronté à un retournement de conjoncture au cours du cycle de production alors que les coûts de production sont déjà engagés.

- **Les dangers de la « malédiction des matières premières »** qui tient à la stricte dépendance des économies de certains pays à l'exportation de matières premières.

Toutefois, le caractère univoque et tranché des analyses actuelles sur l'évolution à venir des prix agricoles amène à s'interroger :

- **Elles affichent un niveau de certitude élevé** alors que les retournements de conjoncture violents de la période passée n'avaient pas été annoncés, ce qui devrait appeler les « prévisionnistes » à la modestie.

- **Elles ne semblent pas tirer suffisamment les leçons du rôle auto-réalisateur du consensus haussier** à l'origine de la dernière bulle sur les matières premières. Et l'on pourrait même penser qu'elles n'en constituent qu'une résurgence temporaire.

- Dans le contexte actuel de crise financière et économique, **le scénario d'une spirale déflationniste ne semble pas pouvoir être écarté**. Dans ce cas, les prix agricoles subiraient en première ligne la contraction de la demande et la perte de confiance généralisée. Ce type d'analyse est d'ailleurs envisagé dans un des derniers rapports de la Banque mondiale, le *Global Economic Prospect 2009*.

En définitive, il est périlleux d'envisager comme seul scénario celui qui verrait la persistance de tensions sur les marchés agricoles et, surtout, de ne penser les politiques agricoles et de développement que sur cette seule base :

- La crise alimentaire, objectivée par les émeutes de la faim, est davantage **un problème d'accès à la nourriture**, donc de ressources des populations déshéritées, qu'un problème d'offre. Le nombre de malnutris était certes moindre mais dépassait déjà les 800 millions de personnes avant la flambée de prix de 2007-08.

- La relance de la production agricole dans les pays en développement et l'accroissement annoncé de la part de l'investissement public destinée au secteur agricole sont des conséquences positives **d'une prise de conscience de l'intérêt stratégique de l'agriculture**, non seulement dans le développement économique mais aussi dans la lutte contre la pauvreté, intérêt qui doit dépasser la conjoncture ou des prévisions de prix favorables. Il serait navrant qu'un retournement de conjoncture et des marchés internationaux déprimés sonnent le glas d'une telle politique structurelle de développement par l'agriculture. À l'inverse, compte tenu des incertitudes sur les évolutions à venir, il devient plus nécessaire que jamais de penser la réponse au problème de la faim dans le monde à travers l'organisation et la régulation des marchés internationaux et non seulement par la seule relance de la production dans ces pays.

Frédéric Courleux

Chargé de mission Économie agricole

Marie-Aude Even

Chargée de mission Agricultures du monde

Bureau de la prospective, de la stratégie et de l'intelligence économique

Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation